

A Fessenheim, la foi reste centrale

La population de la bourgade alsacienne croit dur comme fer au maintien du site nucléaire.

Par **LAURE NOUALHAT**
Envoyée spéciale à Fessenheim
(Haut-Rhin)

«**U**n bel acte de résistance»: ainsi se réjouissait la CGT, vendredi dernier, après avoir réussi à empêcher le nouveau délégué interministériel chargé de la fermeture de la centrale de Fessenheim, Francis Rol-Tanguy, de pénétrer sur le site. Un camouflet qui a agité ce village habituellement tranquille, campé près de la frontière franco-allemande, à une trentaine de kilomètres de Mulhouse.

On le traverse d'une traite en empruntant la rue de la Libération. Entre l'église et la mairie, une banderole en plastique rappelle au visiteur le combat du moment: «Fessenheim, candidate au maintien de la centrale». Depuis la campagne présidentielle, les jours de l'usine EDF sont en effet comptés. Lors de la conférence environnementale, en septembre, le président Hollande a même fixé l'échéance: en 2016, les deux réacteurs nucléaires alsaciens devront arrêter de produire de l'électricité. Or, ici, personne ne croit que le gouvernement osera tuer la poule aux œufs d'or. Pas en pleine débandade économique.



Investissements d'EDF, enjeu de l'emploi... Les Fessenheimois voient des signes favorables au statu quo. PHOTO P. BASTIEN, THE NEW YORK TIMES, REDUX-REA

CŒUR BATTANT. Car l'usine atomique de Fessenheim est l'équivalent alsacien d'ArcelorMittal à Florange ou de Michelin à Clermont-Ferrand: c'est l'identité industrielle et le cœur battant de la région. Dans son bureau, Fabienne Stich, maire du village, reçoit tout sourire. L'échéance de 2016?

L'élue «n'y croit pas», tant l'usine lui semble fringante. «C'est peut-être la plus vieille centrale du parc français, mais on ne l'a pas laissée pourrir sur place, moque-t-elle. Des révisions ont été faites, l'Autorité de sûreté nucléaire [ASN] a donné son accord pour dix ans de plus, de lourds travaux ont été engagés, il y a eu les stress tests de l'après-Fukushima... Franchement, je me demande si ce n'est pas la plus performante.»

Connectés au réseau en 1977, les deux réacteurs situés en bordure du Rhin sont les plus vieux du parc nucléaire français. Si l'ASN a accordé son blanc-seing au réacteur numéro 1 pour dix ans supplémentaires, le dossier du réacteur numéro 2, lui, est toujours à l'instruction. En deux ans, EDF a réalisé pour 200 millions de travaux, remplaçant notamment les générateurs de vapeur, une opération unique dans la vie d'une telle usine. Pour les habitants, ces signes ne trompent pas:

on n'envoie pas à la casse une voiture qui sort du garage!

Dans la petite galerie commerciale du Super U, Laurianne travaille chez Optic 2000. Elle commande les lunettes de protection des ouvriers du site nucléaire. «Personne n'y croit, je peux vous le dire, certifie cette jolie blonde. EDF vient de commander tout un lot de lunettes. Ils ne feraient pas ça s'ils voulaient fermer. Et ce que j'entends, c'est qu'il faudrait s'y mettre tout de suite pour tout arrêter en 2016. Or, ils n'ont pas l'air d'avoir commencé.»

«Les salariés sont désabusés, ils ne comprennent pas cette décision purement politique, martèle Jean-Luc Cardoso, délégué CGT chez EDF et technicien d'exploitation depuis 1989. On sait qu'un jour elle fermera, mais pas maintenant: elle peut

fonctionner encore dix ans. On espère que les arguments techniques l'emporteront sur les arguments dogmatiques.» Pour ce nucléophile, manque de sûreté et vétusté de l'usine ne

«Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'avoir des chômeurs de plus à cause d'un accord entre les Verts et le PS.»

Fabienne Stich maire de Fessenheim

sont pas d'actualité: «Si c'était dangereux, je serais le premier à le dire.»

PERFUSION. Plus prosaïquement, élus et habitants de Fessenheim vivent sous perfusion: EDF verse 2,5 millions d'euros à la commune, soit 50% de son budget annuel. Ce qui permet aux 2341 âmes du petit village de profiter d'une crèche et

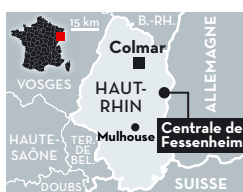
d'une école toutes neuves, d'un scolaire centre médical, d'une salle de sport, d'un terrain de foot ou d'un supermarché. A Fessenheim, Nicolas Sarkozy avait remporté plus de 68% des voix au second tour et, dans le bureau de la maire, la photo du nouveau président végète encore dans son papier à bulles. L'usine, surtout, emploie 2204 salariés.

«La masse salariale des agents représente un montant de 61 millions d'euros susceptibles d'être injectés dans l'économie locale», renchérit Fabienne Stich. Les deux tiers des salariés vivent dans les dix communes voisines et constituent l'assurance-vie du territoire. «EDF emploie 691 agents dans l'usine, 656 prestataires, et toute cette acti-

vité induit 857 autres jobs, soit plus de la moitié des emplois de la communauté de communes.» Dans un coin où le chômage dépasse les 10%... «Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'avoir des chômeurs de plus à cause d'un accord entre les Verts et le PS», peste la maire.

CONTRE-FEUX. Les habitants ont peut-être raison de ne pas s'inquiéter. Des contre-feux ont été allumés et nombre de voix mettent en doute la promesse présidentielle. D'après l'ex-patron de l'ASN, André-Claude Lacoste, pour fermer une centrale, la volonté politique ne suffit pas: il faut une loi. Pour maître Gossement, avocat spécialisé en droit de l'environnement, la mise en œuvre de la fermeture sera renvoyée «au lendemain de l'élection présidentielle de 2017». L'incrédulité a même contaminé les antinucléaires! Jean-Paul Lacoste vit depuis quarante ans de l'autre côté du Rhin, à Neuenburg, face aux deux réacteurs. Il s'est battu, en vain, contre leur sortie de terre. «Nous sommes très vigilants, confie-t-il. En 2000, Schröder avait annoncé la sortie du nucléaire en Allemagne, puis Merkel a prolongé la durée des réacteurs. Tant que ça n'est pas fait, il faut se battre: les décisions politiques sont très fragiles.»

REPÈRES



35%

C'est la participation de l'Allemagne et de la Suisse, aux côtés d'EDF, dans la centrale de Fessenheim.

«Un arrêt en 2016 au lieu de 2022 [date de fin de l'autorisation] fera perdre à EDF 2,4 milliards d'euros.»

Rapport du député UMP Hervé Mariton